

Instrucciones:

- a) Duración: 1h 30.
- b) Seleccione una opción y responda únicamente a sus preguntas, sin mezclarlas con la de la otra.
- c) Responda en francés a las preguntas, numerándolas de manera clara.
- d) No se permite el uso de diccionario ni de ningún otro material didáctico.
- e) El valor de cada pregunta está especificado al lado de su numeración.
- f) La presentación incorrecta (tachaduras, letra ilegible, etc.) puede penalizarse hasta con 1 punto.

OPCIÓN A

LES RÉFUGIÉS CLIMATIQUES

Les populations obligées de fuir leurs habitations à cause des conséquences du changement climatique n'ont aucun statut juridique au regard du droit international. Or le problème va aller grandissant.

Un État entier qui disparaît sous les eaux. C'est ce qui risque d'arriver aux Maldives dans une centaine d'années si le niveau de la mer continue de s'élever à cause du réchauffement climatique. Leurs îles rayées de la carte, les 400.000 habitants seraient alors obligés de s'installer dans un autre pays. Cet événement sans précédent dans l'histoire de l'humanité poserait une question : quel statut donner à ces futurs déplacés ?

Selon l'ONU, 20 millions de personnes ont fui leurs lieux d'habitation suite à des catastrophes climatiques liées au réchauffement de la planète, 80% d'entre elles se sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays, comme au Bangladesh, où les populations du sud fuient les tempêtes et les inondations vers le nord. 20%, se sont déplacées en dehors de leur propre pays. C'est le cas en Afrique, où des populations qui fuient la sécheresse s'installent dans un pays voisin ou émigrent clandestinement en Europe.

Quel que soit le nombre, le problème est déjà là : jusqu'ici, ces migrants environnementaux n'entrent dans aucune «case» du droit international. Or, le statut de réfugié permet d'obtenir certains droits, comme la garantie de ne pas être renvoyé dans le pays où sa vie peut être menacée, le droit au travail, au logement, autant de garanties auxquelles les réfugiés climatiques ne peuvent pas prétendre.

Lefigaro.fr du 3/12/2009 (texte adapté).

QUESTIONS :

A. COMPRÉHENSION (4 points)

A.1. (1 point) Répondez avec des éléments du texte à la question suivante :

Les réfugiés climatiques ont-ils un statut juridique ?

A.2. (2 points) Dites si c'est VRAI ou Faux. Justifiez votre réponse en vous servant du texte.

A.2.1. (0,5 p.) Les Maldives risquent de disparaître.

A.2.2. (0,5 p.) Un petit pourcentage s'est déplacé à l'intérieur de son propre pays.

A.2.3. (0,5 p.) Les populations africaines qui doivent se déplacer s'installent dans un pays voisin.

A.2.4. (0,5 p.) Les réfugiés politiques et les réfugiés climatiques ont les mêmes droits.

A.3. Lexique (1 point) Cherchez dans le texte des mots équivalents à :

a) (0,25 p.) échappent; **b)** (0,25 p.) numéro; **c)** (0,25 p.) expulsé; **d)** (0,25 p.) aspirer

B. GRAMMAIRE (2 points) :

B.1. (0,5 p.) Mettez la phrase suivante à la forme négative:

Le problème est déjà là.

B.2. (0,5 p.) Mettez les verbes au passé composé:

... où des populations qui fuient la sécheresse s'installent dans un pays voisin ou émigrent clandestinement en Europe.

B.3. (0,5 p.) Mettez au passif :

Cet événement sans précédent dans l'histoire de l'humanité poserait une question.

B.4. (0,5 p.) Mettez au singulier les éléments soulignés :

Les populations obligées de fuir leurs habitations à cause des conséquences du changement.

C. EXPRESSION (4 points) Sur le sujet proposé ci-dessous faites une rédaction de 80 à 120 mots :

Croyez-vous que le changement climatique soit un problème mondial? Justifiez votre réponse.